



CAHIER DES CHARGES


ENTRETIEN ET MAINTENANCE DE L'ETANCHEITE DES TOITURES TERRASSES DU CEA/PARIS SACLAY ET SES ANNEXES

Protection des informations

☒ Le présent cahier des charges ne contient aucune information sensible, ce qui permet la mise en ligne de ce document sur la plateforme dématérialisée.

☐ Le présent cahier des charges contient des informations sensibles ou classifiées : de ce fait **la mise en ligne** sur la plateforme dématérialisée de ce document **est interdite**.

A	Juin 2025	P. DUCOURET DSST/SLEM/GTF	G. BARBEY DSST/SLEM/GTF F. GAITTE DSST/SLEM/GEM	C. HUSELSTEIN DSST/CAQS	G. VIEILLARD DSST/SLEM
IND.	DATE	Rédacteur	Vérificateur	Vérificateur Qualité	Emetteur
		NOM, FONCTION et VISA			
CEA PARIS-SACLAY 91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX		Nom de fichier : CC Etanchéité Toitures Terrasses VF			Logiciel : Microsoft Office Word
		DG/CEA P-SAC/DSST/ SLEM/GTF / CC /25 098			


	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 2/34

DIFFUSION DU DOCUMENT

Liste de diffusion
Diffusion par mail
- Destinataires (unité ou fonction) DSST/Dir SMA/BLMT DSST/CAQS DSST/SLEM : - Chef de Service Logistique Exploitation Maintenance - Chef du Groupe Thermique Fluides - Chef du Groupe Exploitation Maintenance - Chargé de Contrat - Archive secrétariat SLEM
- Destinataires (unité ou fonction)


SUIVI DU DOCUMENT

Indice	Date	Nature de l'évolution	Pages Chapitres
A	Juin 2025	Emission initiale	34


	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
	CEA/P-SAC/DSST	Page 3/34

SOMMAIRE

1. GLOSSAIRE.....	5
2. OBJET	5
3. DEFINITION DES PRESTATIONS.....	6
3.1. PARTIE 1 : TRANCHE FERME (PART FORFAITAIRE).....	6
3.2. PARTIE 1 : TRANCHE FERME (PARTIE ESTIMATIVE EN DEPENSES CONTROLEES).....	6
3.3. PARTIE 2 : OPTION 1 – PROLONGATION DU MARCHE.....	7
3.4. PARTIE 2 : OPTION 2 - PROLONGATION DU MARCHE.....	7
3.5. PARTIE 2 : OPTION 3 -REVERSIBILITE SORTANTE.....	7
4. ORGANISATION DU CEA PARIS-SACLAY	8
4.1. LE SITE DE SACLAY	8
4.2. LE SITE DE FONTENAY-AUX-ROSES	8
5. PERIMETRE D'APPLICATION	9
5.1. PERIMETRE GEOGRAPHIQUE	9
5.2. PERIMETRE TECHNIQUE	9
5.3. HORAIRES ET ACCES	9
6. PRESTATIONS FORFAITAIRES.....	10
6.1. MAINTENANCE FORFAITAIRE PREVENTIVE.....	10
6.1.1. <i>Planning de visite préventive</i>	10
6.1.2. <i>Prestations incluses dans la visite préventive</i>	10
Toitures terrasses.....	10
Chéneaux, gouttières et descentes pluviales	11
6.1.3. <i>Prise en compte des nouvelles terrasses</i>	11
6.2. DIAGNOSTIC DES TERRASSES	11
6.3. MAINTENANCE CORRECTIVE FORFAITAIRE.....	11
6.4. GESTION DE LA MAINTENANCE ASSISTEE PAR ORDINATEUR - GMAO	12
6.4.1. <i>Organisation et exploitation</i>	12
6.4.2. <i>Traçabilité</i>	13
6.5. GESTION DES STOCKS DE MATERIEL	13
7. PRESTATIONS A LA DEMANDE HORS FORFAIT (PARTIE ESTIMATIVE).....	14
7.1. PRESTATIONS SUR BORDEREAUX DE PRIX	14
7.1.1. <i>Fournitures des pièces détachées et des consommables</i>	14
7.1.2. <i>Travaux de rebouchage des sondages</i>	14
7.2. PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE (TRAVAUX D'AMELIORATION).....	15
8. MODALITES D'EXECUTION	15
8.1. MOYENS EN PERSONNEL	15
8.2. DEPLACEMENT SUR LES SITES D'INTERVENTION	16
8.3. HORAIRES.....	16
8.4. FOURNITURES, OUTILLAGE ET DISPOSITIFS DIVERS	17
8.5. DISPOSITIONS POUR LES INTERVENTIONS.....	17
Cas de la maintenance corrective	18

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 4/34

Cas des travaux d'amélioration	18
8.6. VERIFICATION DES MAINTENANCES	18
8.7. LIVRABLES	18
9. EXIGENCES QUALITE SECURITE ENVIRONNEMENT	19
9.1. EXIGENCES QUALITE	19
9.1.1. Plan Qualité Sécurité Environnement.....	19
9.1.2. Fiche de réclamations Fournisseur	20
9.1.3. Évaluation – Audits	20
9.2. EXIGENCES RADIOPROTECTION	20
9.3. EXIGENCES SECURITE	20
9.3.1. Inspection commune préalable et plan de prévention	21
9.3.2. Travail en hauteur	22
9.3.3. Permis feu	23
9.3.4. Produits chimiques	23
9.3.5. Evaluation des risques professionnels.....	23
9.3.6. Formation, qualification, habilitation et autorisation.....	23
9.3.7. Sous-traitance	24
9.3.8. Accident du travail	24
9.3.9. Exercices de sécurité.....	25
9.3.10. Risque amiante.....	25
9.3.11. Risques particuliers	25
9.4. EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES	25
9.5. GESTION DES DECHETS	26
9.6. PERFORMANCES ENERGETIQUES	28
10. ORGANISATION ENTRE L'ENTREPRISE ET LE CEA	28
10.1. POINT HEBDOMADAIRE.....	28
10.2. REUNION TRIMESTRIELLE	29
10.3. REVUE DE CONTRAT ANNUELLE	29
10.4. TRAITEMENT DES RECLAMATIONS	30
10.5. INDICATEURS DE SUIVI DE LA PRESTATION.....	30
11. RECAPITULATIF DES EXIGENCES DOCUMENTAIRES - LIVRABLES	31
12. LISTE DES DOCUMENTS APPLICABLES.....	33
13. ANNEXES	34

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 5/34


1. Glossaire

AI	Autorisation d'Intervention (ou anciennement BI = bon d'intervention)
BE	Bordereau d'évacuation
CAQS	Cellule Assistance Qualité Sécurité
CC	Chargé de Contrat
CCH	Code de la Construction et de l'Habitation
CC	Cahier des Charges
CDT	Code Du Travail
CEA	Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives
CEFRI	Comité français de certification des Entreprises pour la Formation et le suivi du personnel travaillant sous Rayonnements Ionisants
CGA	Conditions Générales d'Achat du CEA
CI	Chef d'Installation
CQSE	Cellule Qualité Sécurité Environnement
CRP	Conseiller en Radioprotection
DRF	Direction de la Recherche Fondamentale
DSST	Département de Soutien Scientifique et Technique
EP	Eaux Pluviales
EPI	Equipement de Protection Individuelle
FAR	Fontenay-aux-Roses
FPN	Fiche Professionnelle Nominative
FRF	Fiche de Réclamation Fournisseur
FLS	Formation Locale de Sécurité
GMAO	Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur
GTF	Groupe Thermique Fluide
HNO	Heure Non Ouvrable
ICP	Inspection Commune Préalable
ISI	Ingénieur de Sécurité d'Installation
ICPE	Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
INB	Installation Nucléaire de Base
IRSN	Institut de Radioprotection et de Sureté Nucléaire
NC	Non-Conformité
OT	Ordre de Travail
PCR	Personne Compétente en Radioprotection
PdP	Plan de Prévention
PQSE	Plan Qualité Sécurité Environnement
RDO	Réseau de Diffusion d'Ordres
SLEM	Service Logistique Exploitation Maintenance
SMA	Service des Marchés et des Achats
SPRE	Service de Protection contre les Rayonnements et de surveillance de l'Environnement
SST	Service de Santé au Travail

2. Objet

Le présent document a pour objet de définir les prestations à exécuter dans le cadre de l'entretien et la maintenance de l'étanchéité en toitures terrasses des bâtiments du CEA Paris-Saclay comprenant ;

F1-DSST-PR01 – fév. 2023

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 6/34

- le site de Fontenay aux Roses (FAR) et ses annexes ,
- le site de Saclay (SAC) et ses annexes.

La direction du CEA/Paris-Saclay confie au Département de Soutien Scientifique et Technique (DSST) la gestion de l'exploitation et de la maintenance d'une grande partie de ses installations. Dans le cas de la maintenance des toitures terrasses, cette mission est confiée à un prestataire.

Le DSST est composé d'un échelon Direction et de trois services, dont le Service Logistique Exploitation Maintenance (SLEM), et d'une Cellule Assistance Qualité Sécurité (CAQS).

Au sein du SLEM, le Groupe Thermique Fluides (GTF) est en charge du pilotage du contrat d'entretien des toitures terrasses.

3. Définition des prestations

Les prestations s'articulent en 2 parties :

- Une première partie ferme portant sur l'exécution des prestations pour une durée de 3 ans (du 1er novembre 2025 au 31/10/2028), elle est composée d'une part forfaitaire et d'une part estimative en dépenses contrôlées ;
- Une deuxième partie optionnelle qui comprend :
 - o deux tranches optionnelles prolongeant l'exécution des prestations pour une durée d'un an supplémentaire, à l'issue de la tranche ferme,
 - o une phase de réversibilité sortante qui a lieu pendant le dernier mois de l'exécution du marché.

3.1. Partie 1 : Tranche ferme (part forfaitaire)


La partie forfaitaire comprend :

- Une visite annuelle de maintenance préventive avec l'entretien et le nettoyage des terrasses, gouttières, chéneaux... ;
- Une 2^{ème} visite pour 25 terrasses ;
- Un diagnostic des terrasses ;
- Les interventions de maintenance corrective pour ce qui concerne la main d'œuvre uniquement. Il s'agit d'interventions ayant pour objet des mises en sécurité ou des réparations localisées et limitées.
- La gestion du stock de pièces détachées et des consommables.

3.2. Partie 1 : Tranche ferme (partie estimative en dépenses contrôlées)

La partie estimative comprend :

- La maintenance corrective pour ce qui concerne les fournitures, suivant un bordereau de prix ;
- L'accompagnement et le conseil technique pour l'organisme de contrôle qui assure les prélèvements amiante, puis le rebouchage des carottages suivant un bordereau de prix,
- Les interventions d'amélioration qui seront effectuées sur devis préalable (main d'œuvre et fournitures) et soumis à l'accord préalable du CEA.

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 7/34

3.3. Partie 2 : option 1 – prolongation du marché

Le marché pourra être prolongé pour une durée d'un an au terme de la période ferme initiale de 3 ans (donc à partir du 1^{er} novembre 2028). Les prestations à réaliser sont identiques à celles définies pour la partie 1.

3.4. Partie 2 : Option 2 - Prolongation du marché

Au terme de l'éventuelle prolongation au titre de l'option 1, le marché pourra être à nouveau prolongé pour une durée d'un an à compter du 1^{er} novembre 2029. Les prestations à réaliser sont identiques à celles définies pour la partie 1.

3.5. Partie 2 : Option 3 -Réversibilité sortante

A l'échéance des prestations objet du marché ou à la suite d'une résiliation anticipée de tout ou partie de celui-ci, le Chargé de contrat du CEA, ou tout tiers de son choix, doit pouvoir reprendre sans difficulté les prestations objet du marché ou de la partie résiliée. A cette fin, un mois avant la fin du marché, le Titulaire sortant pourra être amené à effectuer une période dite de réversibilité.

Durant cette période, le Titulaire sortant, qui reste entièrement responsable des prestations d'exploitation et de maintenance, sera accompagné de personnels du Titulaire entrant (qui n'auront qu'un rôle d'observateurs) et devra transférer à la société qui lui succédera :

- la connaissance des installations et des matériels ;
- la connaissance des lieux de stockage du matériel ;
- l'ensemble des opérations de maintenance et des diagnostics des terrasses ;
- la capitalisation de son retour d'expérience ;

Toutes les actions de maintenance planifiées, en cours ou en attente, devront faire l'objet d'un dossier clair et précis permettant une reprise d'activité par le CEA ou par tout tiers de son choix dans les meilleures conditions.

Il est rappelé que tous les documents et enregistrements produits dans le cadre du marché restent la propriété du CEA et doivent être intégralement transférés au nouveau prestataire.


Préalablement au démarrage de l'option de réversibilité, au moins 15 jours ouvrés avant, le Titulaire sortant soumettra à l'approbation du CEA un programme de transition et de formation exposant les missions précises et les modalités de transfert de compétences et de connaissances des prestations ainsi que l'organisation associée à cette phase de réversibilité.

Le Titulaire sortant s'engage à participer à toutes les réunions organisées par le CEA à cet effet et dont la date et la durée auront été fixées à l'avance.

Par ailleurs, compte tenu de la présence simultanée de plusieurs entreprises liée à la co-activité, un plan de prévention spécifique à la période de réversibilité sera établi par le CEA dès le début de cette période.

A l'issue de la période de réversibilité, les documents suivants devront avoir été remis au Chargé de contrat :

- l'ensemble de la documentation technique des matériels installés ou modifiés par le Titulaire sortant relatifs à l'installation et qui sont en sa possession ;
- l'ensemble de la documentation mise à la disposition du Titulaire par le CEA ;
- tous les fichiers informatiques de la documentation élaborée par le Titulaire sortant et les fichiers informatiques des outils de gestion des activités, en particulier la GMAO mise à jour et les fiches de

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 8/34

diagnostics des terrasses, constituant des livrables au titre des prestations dans leurs dernières versions applicables ou de mise à jour, de même que les versions en projet.

A l'issue de la période de réversibilité, le Titulaire sortant aura également restitué tout matériel, outillage, consommables, clés des locaux et magasins... prêtés par le CEA. La restitution sera formalisée par des états contradictoires.

4. Organisation du CEA Paris-Saclay

Le CEA Paris-Saclay a été créé le 1er février 2017 par le regroupement des sites des centres CEA de Saclay et de Fontenay-aux-Roses/Evry.

4.1. Le site de Saclay

Le CEA Paris-Saclay/site de Saclay est situé à 15 km de la périphérie sud-ouest de Paris en bordure de la Départementale 36 et de la Nationale 306. Il est implanté à proximité du carrefour du Christ de Saclay.

Le site principal de Saclay et ses annexes sont situés sur les communes de Saclay, Saint-Aubin (Orme des merisiers), Villiers-le-Bâcle, Orsay (Service Hospitalier Frédéric Joliot), Palaiseau (Nano Innov) et Paris (Le Ponant).

Il comprend plus de 360 bâtiments répartis sur 230 hectares, la superficie totale des toitures terrasses est de 280 000 m².

Le site de Saclay comprend notamment des réacteurs de recherche en cessation définitive d'activités, des laboratoires à activité nucléaire, des laboratoires de recherche fondamentale en physique, chimie, biologie et des laboratoires de recherche sur les nanotechnologies. Plus de 7 000 personnes y travaillent, ce qui en fait un des pôles de recherche les plus importants d'Europe.

Ses activités se déroulent dans des « Installations », regroupant un ou plusieurs bâtiments, chacune sous la responsabilité d'un Chef d'Installation nommé par le Directeur du Centre. Certaines de ces Installations, compte tenu de leur activité à caractère nucléaire, sont déclarées Installations Nucléaires de Base (INB) et certaines autres Installations sont classées, partiellement ou totalement, comme Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) de par leur activité ou encore comme Etablissements Recevant du Public (ERP).

Le Site de Saclay accueille également la Direction Générale du CEA et des entreprises hébergées distinctes du CEA (ex : start-up, ASRN, Eurisotop).


4.2. Le site de Fontenay-aux-Roses

Le CEA Paris Saclay/site de Fontenay-aux-Roses a été créé en 1946 pour développer le nucléaire français. Ses anciennes installations nucléaires, en cours d'assainissement et de démantèlement, sont remplacées par des plateformes de haute technologie au meilleur niveau mondial dans le domaine des sciences de la vie et de la santé.

Le site de Fontenay-aux-Roses comprend plus de 42 bâtiments répartis sur 10 hectares, la superficie totale des toitures terrasses est de 42 000 m² regroupant le site d'Evry.

Le site d'Evry ou Institut génomique est constitué de 2 bâtiments :

- G1 : le Genoscope composé de 4 toitures terrasses techniques ;

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 9/34

- G2 : le Centre National de Géotypage composé de 4 toitures terrasses techniques

5. Périmètre d'application

5.1. Périmètre géographique

Le périmètre géographique du présent contrat concerne une grande majorité des bâtiments sous la responsabilité du CEA Paris-Saclay :

Le CEA Saclay :

- Site principal de Saclay (Bâtiments séries 100, 200, 300, 400, 500, 600) ;
- Site de l'Orme des Merisiers (Bâtiments série 700) distant de 1,5 km du site principal, situé à l'est de Saint-Aubin ;
- Service Hospitalier Frédéric Joliot à l'Hôpital d'Orsay (SHFJ : Bâtiment 829, 830, 831 et 832) ;
- Site de Nano Innov, avenue de la Vauve à Palaiseau (Bâtiments 861, 862, 863) ;
- Stations de surveillance atmosphérique (6 stations - Bâtiment 810 à 815) et Bâtiment 850.

Le CEA Fontenay-aux-Roses :

- Site principal de Fontenay-aux-Roses (Bâtiments 03 à 95 à l'exclusion des bâtiments de l'ASNR) ;
- Stations de surveillance atmosphériques (4 stations) ;
- Site du Endoscopes et le Centre National de Recherche en Génomique Humaine à Evry.

5.2. Périmètre technique

Les prestations, définies dans le présent document, concernent toutes les toitures terrasses des bâtiments et les éléments annexes :


- Les terrasses non circulables en bicouche auto-protégé par ardoisé ;
- Les terrasses non circulables sous protection par gravillons ;
- Les terrasses non circulables en membrane PVC ;
- Les terrasses circulables sous protection dalles sur plots ;
- Les terrasses techniques et zone techniques ;
- Les terrasses végétalisées ;
- Les toitures en bac acier ;
- Les chenaux, gouttières et descentes pluviales extérieures.

5.3. Horaires et accès

Pour information, les horaires d'accès du site CEA de Saclay sont entre 7h00 et 20h45 les jours ouvrés et entre 7h30 et 19h00 pour le site de FAR.

Les horaires de travail collectifs du personnel du CEA Paris-Saclay sont fixés entre 8h30 et 17h10 les jours ouvrés. Les prestations sont assurées principalement durant cet horaire.

Le Titulaire devra être présent sur site de **7h30 à 18h00** les jours d'ouverture de façon à pouvoir assurer l'ensemble des interventions de maintenance pendant ces horaires. L'organisation du temps de travail devra permettre au Titulaire d'atteindre cet objectif.

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 10/34

En cas de nécessité, le CEA pourra demander au titulaire d'effectuer certaines interventions sur site au-delà de la plage horaire 7h30 - 18h00 (sur les Heures Non Ouvrées dites HNO) pour exécuter les maintenances correctives (sur devis préalable).

Pour les modalités d'accès sur le site, le titulaire se réfère aux instructions générales de sécurité pour les entreprises extérieures jointe au dossier de consultation.

Le personnel du titulaire permanent sur le site pourra bénéficier d'un badge d'accès annuel.

La Direction du Centre impose certains jours de fermeture pour le CEA Paris Saclay. Les périodes de fermetures seront communiquées au Titulaire chaque année

Une demande devra être formulée par le Titulaire, 2 semaines auparavant pour pouvoir travailler pendant ces périodes, sous réserve de l'accord du Chef d'installation.

6. Prestations forfaitaires

6.1. Maintenance forfaitaire préventive

Le titulaire effectuera une visite annuelle de maintenance de l'ensemble des toitures terrasses (cf. annexe 1-listes des terrasses) qui s'étendra d'octobre à mars.

6.1.1. Planning de visite préventive

Un planning annuel des visites préventives, pour chaque terrasse, répertoriée par bâtiment, sera établi par le titulaire, en accord avec le CEA, à l'aide du logiciel de maintenance assistée par ordinateur (GMAO voir § 6.4). Ce planning sera transmis au chargé de contrat CEA et au chef du GEM sous format Excel dans les 20 jours ouvrés avant le début de la période d'entretien.


6.1.2. Prestations incluses dans la visite préventive

Au cours de la visite préventive seront effectuées les opérations d'entretien et de nettoyage des toitures terrasses, des gouttières, des chéneaux et des descentes pluviales conformément aux DTU 43.1 et DTU 43.5.

Toutes les terrasses font l'objet à minima d'une visite annuelle, certaines plus spécifiques nécessitent 2 visites car la proximité de végétation augmente l'obturation des EP, d'autres encore possèdent un système d'évacuation des eaux pluviales par effet siphon. Vingt cinq terrasses font actuellement l'objet d'une deuxième visite.

Toitures terrasses

- Examen général des ouvrages d'étanchéité visibles ;
- Enlèvement des mousses, herbes, végétation, menus objets et mise à la décharge des détritiques ;
- Ratissage, remise à niveau des gravillons, remise en ordre éventuelle des protections meubles ;
- Inspection de tous les ouvrages complémentaires visibles sur la toiture, notamment souches, édifices, lanterneaux, acrotères, ventilations, zinguerie, bandeaux, bande solin, couverture, bande de rive, verrières et remise en état le cas échéant ;
- Vérification des relevés d'étanchéité et recollement des parties décollées ou détériorées de faible importance ;
- Traitement anti-mousse (produit écologique et non nocif pour l'environnement, la fiche technique et la fiche de données de sécurité du produit proposé devra être fournie au CEA puis validée par le CEA avant son utilisation).

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 11/34

Chéneaux, gouttières et descentes pluviales

- Examen général des ouvrages visibles ;
- Nettoyage des ouvrages, enlèvement des feuilles et mise à la décharge des détritiques ;
- Remise en place des gouttières et descentes déboîtées y compris le remplacement des crochets défectueux ou manquants ;
- Remplacement ou remise en place des crapaudines et garde grève ;
- Vérification du bon fonctionnement des descentes et débouchage le cas échéant ;
- Nettoyage des pieds de chute accessibles à l'aide de matériel adapté (regard d'eaux pluviales, tampon de visite...)

6.1.3. Prise en compte des nouvelles terrasses

Le titulaire devra prendre en compte toute extension ou modification de terrasse dans le cadre du marché.

Une fois la terrasse réceptionnée, le CEA :

- Inscrit l'équipement réceptionné sur la liste des bâtiments dans la GMAO ;
- Transmettra au titulaire le dossier technique incluant le rapport de réception.

Le titulaire planifiera la visite préventive de la terrasse dans la GMAO dans un délai de deux semaines à compter de la réception.

Le titulaire ne pourra pas intervenir sur une terrasse dont la réception n'est pas prononcée, ou à défaut, si l'intervention est nécessaire, uniquement après avoir obtenu l'accord express de l'Installation.

La prestation de maintenance forfaitaire est basée sur un nombre de terrasses prévu au CDC. Toute variation en plus ou en moins dans le nombre des terrasses, entretenues par le Titulaire et entraînant une modification significative en temps ($\pm 5\%$) fera l'objet d'un réexamen par les deux parties pouvant aboutir, le cas échéant, à une révision de la rémunération du Titulaire.

Ces modalités de révision sont décrites dans le marché.

6.2. Diagnostic des terrasses

A la suite de chaque visite de terrasse, il sera réalisé la mise à jour du diagnostic.

Ce diagnostic technique des terrasses est effectué pour chaque zone d'étanchéité par bâtiment et porte sur :


- l'état général de l'étanchéité apparente.
- les réparations urgentes à réaliser ;
- les niveaux de priorité des réfections.

Le diagnostic se présente sous forme de fiche détaillée par bâtiment et par terrasse (cf. annexe 2-exemple de fiche diagnostic étanchéité des toitures terrasses). Les correctifs réalisés suite à la visite annuelle précédente et aux opérations de maintenance sur les 12 mois écoulés y seront notifiés.

Un tableau de synthèse regroupant l'ensemble des données collectées pour chacun des sites est également mis à jour après chaque campagne annuelle et transmis au CEA.

La mise à jour du diagnostic des terrasses est transmise dans un délai de 2 mois après la fin de la campagne au SLEM/ GTF et au SLEM/GEM ainsi qu'à l'installation concernée.

6.3. Maintenance corrective forfaitaire

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 12/34

Les opérations de maintenance correctives seront réalisées conformément aux règles de l'art, aux prescriptions des DTU 43.1 et DTU 43.5 et aux descriptifs techniques.

Toutes les heures de main d'œuvre nécessaires à l'établissement du diagnostic de fuite et à la réparation sont réputées au forfait.

Le titulaire doit disposer en permanence sur site des effectifs suffisants pour pouvoir intervenir en maintenance corrective d'urgence. A minima, le titulaire doit être capable de réaliser 2 interventions de maintenances correctives simultanées sur 2 sites différents sans que cela ne nuise aux opérations de maintenance préventive.

Ces prestations concernent les interventions courantes en cours d'année pour entretenir et réparer les défauts d'étanchéité. Ces maintenances correctives sont établies à la demande des unités opérationnelles, du chargé de contrat CEA ou de la FLS auprès du standard téléphonique dit « le 14 », habilité à transformer l'appel en A.I. (Autorisation d'intervention).

La maintenance corrective forfaitaire comporte la main d'œuvre uniquement.

6.4. Gestion de la maintenance assistée par ordinateur - GMAO

6.4.1. Organisation et exploitation

Le suivi de la maintenance sera impérativement réalisé à l'aide du système de Gestion de la maintenance assistée par ordinateur - GMAO en vigueur au CEA Paris-Saclay. Le Titulaire ne peut pas utiliser, pour les besoins du marché, un outil de substitution.

Ce logiciel permet :


- la gestion technique des installations et équipements ;
- la gestion géographique des installations et équipements ;
- la planification des interventions (préventives et correctives) ;
- l'élaboration des gammes et des tâches de maintenance ;
- l'historique des interventions ;
- la gestion des stocks ;
- l'édition des Autorisations d'Intervention (AI) ;
- l'établissement de statistiques et analyses sur les interventions (fréquence, durée, ...).

Pour cela, le CEA met à disposition du Titulaire :

- Un serveur sur lequel est implanté la base de données ;
- Un réseau local qui permet à des ordinateurs d'accéder à la base de données ;
- Deux ordinateurs situés dans les locaux du titulaire l'un sur le site de Saclay et l'autre sur le site de Fontenay-aux-Roses, équipés d'imprimantes partagées pour l'impression des AI.

Le CEA organisera une formation du personnel au logiciel GMAO en vigueur au CEA Paris-Saclay. Si des formations complémentaires sont nécessaires, elles seront à la charge du titulaire.

Le Titulaire se conformera à l'ensemble des procédures informatiques, techniques et administratives nécessaires au bon fonctionnement du logiciel. En contrepartie, il bénéficie de toutes les informations techniques et quantitatives gérées par le logiciel permettant d'optimiser la maintenance.

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 13/34

Il existe deux GMAO différentes :

- Pour le site de Saclay : INFOR EAM version 11.7 ;
- Pour le site de FAR : INFOR EAM version 11.2 ;

Les données saisies par le Titulaire dans la GMAO seront propriété du CEA.

6.4.2. Traçabilité

A l'issue de chaque intervention (dont celles de maintenance préventive et de maintenance corrective), le Titulaire devra notamment saisir sur l'AI, puis reporter sur la GMAO :

- la date et l'heure d'intervention ;
- la durée de l'intervention ;
- le nom de l'opérateur ;
- les coordonnées du demandeur en cas de maintenance corrective ;
- la cause de l'intervention en cas de maintenance corrective ;
- le détail des travaux effectués ;
- les actions complémentaires nécessaires le cas échéant.

Ce travail de saisie sur la GMAO devra être réalisé au plus tard le jour ouvré qui suit toute intervention pour les interventions de maintenance corrective et dans les trois jours ouvrés pour les interventions de maintenance préventive, de travaux ou d'assistance.

Le classement en historique des Autorisations d'Intervention sur la GMAO sera réalisé par le chargé de contrat CEA. Les interventions sur les installations sensibles ou liées à des événements particuliers pourront faire l'objet de rapports spécifiques rédigés par le Titulaire à la demande du CEA.

6.5. Gestion des stocks de matériel

Pour mener à bien ses opérations de maintenances préventives et correctives, le titulaire disposera d'un stock de matériel appartenant au CEA, dont il assurera la gestion.


Pour cela, le titulaire consignera dans un fichier ou dans la GMAO, les quantités disponibles en magasin et les mouvements de matériels :

- Les entrées avec le numéro et la date de la commande, la date de livraison, le fournisseur, etc ;
- Les sorties avec utilisation du matériel, le numéro de l'AI, la date, etc.

Le titulaire maintient un stock utile et approvisionne les fournitures, en temps utile et par anticipation, après accord du CEA et selon les termes du marché.

Un inventaire du stock existant sera réalisé lors de la prise en charge du contrat et sera transmis au CEA dans le premier mois de démarrage du contrat. Le titulaire devra préciser au CEA le stock nécessaire pour mener à bien ses opérations d'entretien, de dépannage et de travaux.

Le CEA met à disposition du titulaire le magasin nécessaire au stockage du matériel dans le bâtiment 542.

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 14/34

7. Prestations à la demande hors forfait (partie estimative)

Les prestations hors forfait sont régularisées au minimum mensuellement, elles couvrent l'approvisionnement en fournitures, l'exécution des travaux d'amélioration et les prestations de rebouchage d'étanchéité après sondages pour repérage d'amiante avant travaux.

7.1. Prestations sur bordereaux de prix

7.1.1. Fournitures des pièces détachées et des consommables

Le titulaire réalise sur bordereau de prix la fourniture des pièces détachées et des consommables pour les maintenances correctives (opérations de courte durée pouvant être réalisées immédiatement sans perturber l'organisation). Les maintenances correctives urgentes seront entreprises dans les plus brefs délais, elles seront réalisées conformément aux règles de l'art, aux prescriptions des DTU 43.1 et DTU 43.5 et aux descriptifs techniques.

La fourniture du matériel nécessaire sera facturée selon **le bordereau de prix unitaire transmis en annexe du marché.**

Après accord du CEA, le titulaire effectue les approvisionnements nécessaires.

7.1.2. Travaux de rebouchage des sondages

Le titulaire assure l'accompagnement et le conseil technique pour l'organisme de contrôle habilité qui assure les prélèvements pour les diagnostics amiante avant travaux, puis le titulaire procède au rebouchage des carottages.

Les prestations sont déclinées sous la forme **des bordereaux de prix (BPU) listés en annexe du marché.**

Ces travaux ne devront pas perturber les opérations de maintenance préventive en cours.

Le titulaire et le chargé de contrat détermineront dans le bon de commande les éléments suivants :

- Le nombre de rebouchage envisagé ;
- La méthode de rebouchage retenue, flashing (rebouchage à froid à l'aide d'un produit d'étanchéité adapté permettant d'éviter de chauffer les surfaces travaillées et à proximité) ou soudure (rebouchage à chaud par une membrane élastomère au moyen d'un chalumeau) ;
- La liste des matériaux utilisés.


Après intervention, la facture du prestataire sera validée par le chargé de contrat CEA.

Pour information, la prévision sur une année est de 30 interventions de rebouchage.

Pour ces opérations de rebouchage, les intervenants devront être formés aux risques amiante soit une formation de type sous-section 4 pour les intervenants.

Le Titulaire devra mettre en œuvre un Mode Opératoire par processus pour une intervention en Sous-Section 4 conformément à l'article R. 4412-145 du code du travail. Des exemples de Modes Opératoires adaptés à leurs métiers devront être fournis dès l'appel d'offres.

La preuve d'envoi du Mode Opératoire aux organismes de prévention (Inspection du Travail et CARSAT/CRAMIF) devra être transmis au CEA.

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 15/34

7.2. Prestations sur devis préalable (Travaux d'amélioration)

Le titulaire pourra se voir confier, après accord du CEA, l'exécution de travaux d'amélioration, demandés par le CEA ou proposés par le titulaire, pour améliorer une étanchéité afin de faciliter la maintenance ou en accroître la disponibilité ou encore pour lever des observations qui sortiraient du cadre de la maintenance.

D'une façon générale, le représentant de l'entreprise titulaire sur le site devra pouvoir proposer des améliorations et être capable, en particulier, de fournir une expertise technique.

Ces travaux d'amélioration feront l'objet d'un traitement sur devis préalables (main d'œuvre et fournitures) et ils ne devront pas perturber les opérations de maintenance préventive en cours.

Les devis seront remis dans les 10 jours ouvrés suivant la demande et devront être conformes au bordereau de prix si l'opération y est mentionnée.

Pour chaque rénovation de toiture, le titulaire doit convenir avec le chargé de contrat des améliorations énergétiques à apporter en cohérence avec la réglementation thermique applicable.

A la fin des travaux réalisés, le titulaire transmettra un DOE :

- Un plan de la zone d'intervention ;
- La liste des matériaux utilisés ainsi que les fiches techniques ;
- Les fiches d'autocontrôle ;
- Les essais et épreuves éventuels ;
- Le (les) procès-verbal(aux) de réception ;
- La mise à jour du diagnostic.

Un PV de réception de travaux sera établi par le chargé de contrat CEA et signé par le titulaire

8. Modalités d'exécution

8.1. Moyens en personnel

Le Titulaire s'engage à affecter toute l'année à la bonne exécution du marché un personnel compétent en nombre suffisant.


L'équipe présente sur le CEA Paris Saclay sera constituée :

A minima, les fonctions suivantes doivent être assurées :

- Fonction de Responsable de site expérimenté, d'un niveau technique solide et formé aux règles de l'art ;
- Fonction de suppléant au Responsable de site ;
- Fonction de Responsable Sécurité conformément à l'article 13.5.1 des CGA ;
- Fonction de conseiller en radioprotection (CRP).

La désignation de ces fonctions doit être notifiée au chargé de contrat CEA et dans le Plan Qualité Sécurité Environnement (PQSE) du Titulaire.

La présence du responsable de site et/ou de son adjoint est obligatoire tout au long de l'année (période de congé comprise).

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 16/34

Il convient de rappeler que le marché est à obligation de résultats. Il appartient au Titulaire dans le cadre de ce marché, de définir le nombre, les durées et horaires de présence, et la qualité du personnel mis en place pour faire face à ses obligations contractuelles. Le Titulaire vérifie que l'ensemble du personnel d'intervention a bien la qualification correspondante à sa mission, et a une bonne connaissance des installations et équipements, de la topographie des lieux, des consignes de sécurité et d'accès données par le CEA.

Le Titulaire devra fournir et tenir à jour la liste du personnel affecté au marché et transmettre les pièces justificatives des qualifications, formations, certifications et habilitations en cours de validité, y compris sur le personnel de remplacement en indiquant également ses qualifications, et le nom de l'intervenant remplacé. Un fichier Excel listera et regroupera l'ensemble des éléments ainsi que les dates de renouvellements (badges, habilitations).

Le personnel demeurera sous la seule autorité du Titulaire. Le Responsable de site (ou son Adjoint), représentant du Titulaire sur le CEA P-SAC, sera le seul habilité à recevoir les instructions du CEA.

Le Titulaire devra dimensionner son équipe afin de pouvoir réaliser simultanément pendant toute la durée du marché y compris lors des congés et absences de son personnel :

- La maintenance préventive,
- Les travaux planifiés,
- A minima deux interventions de maintenance correctives urgentes dans des lieux différents.

Tout remplacement de personnel autre qu'accidentel (maladie, ...) sera proposé au CEA au moins 15 jours à l'avance et accompagné des documents nécessaires : demande de laissez-passer, fiche de nuisances, aptitude médicale ainsi que tous justificatifs permettant de vérifier les qualifications et habilitations de ce personnel. Toute absence accidentelle (maladie, travail à mi-temps...) dépassant un mois nécessite le recrutement d'une nouvelle personne dans un délai maximum de 2 mois.

En cas d'incident ou de réclamation, suite à un défaut de maintenance imputable au Titulaire, le CEA pourra exiger que la remise en état soit effectuée, à la charge du Titulaire, dans les 24 heures, même si cela suppose des interventions en dehors des horaires normaux définis au §5.3.

8.2. Déplacement sur les sites d'intervention

Le périmètre géographique est cité au § 5.1.

Il appartient au Titulaire de demander pour son personnel les laissez-passer et autorisations d'entrée nécessaires, en nombre suffisant.


Le Titulaire prendra à sa charge le transport de son personnel et de l'outillage à l'intérieur et à l'extérieur du site, au moyen de véhicules en nombre suffisant.

Les équipes ainsi que le Responsable de site devront avoir leur totale autonomie de déplacement.

8.3. Horaires

Pour les horaires d'intervention, se reporter au paragraphe 5.3.

Le titulaire devra être joignable en cas de demandes urgentes par téléphone de 8h00 à 18h00 les jours ouvrés par le chargé de contrat CEA ou par la FLS de façon à pouvoir assurer une intervention de dépannage immédiate pendant ces horaires et en tenir informé le CEA. Ces interventions seront toujours confirmées par une autorisation d'intervention indispensable pour pénétrer dans les locaux et réaliser l'intervention.

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 17/34

8.4. Fournitures, outillage et dispositifs divers

Le titulaire fournira le matériel, l'outillage, les équipements de sécurité individuels ou collectifs indispensables à la bonne exécution des prestations par son personnel et dont il aura l'entière responsabilité.

Le titulaire devra disposer d'un véhicule atelier lui permettant de remplir ses obligations.

Le Titulaire possédera tous les documents officiels tels que certificats de conformité, rapports de visites périodiques réglementaires, certificats d'étalonnage, ... et présentera les habilitations du personnel éventuellement requises.

A la charge du CEA :

- Les fluides : eau, air comprimé, électricité nécessaires à la réalisation de la prestation,
- Le poste informatique avec le logiciel GMAO (sur Saclay et sur FAR),
- Le CEA met à disposition 1 ligne téléphonique interne dans les bureaux.
- Le CEA mettra à disposition du Titulaire différents locaux, situés aux bâtiments 371 et 452 sur le site de Saclay et au bâtiment 95 local S111 du site de FAR, que le Titulaire devra maintenir en état de propreté, comprenant des vestiaires, des sanitaires, des locaux de stockage et des bureaux.

8.5. Dispositions pour les interventions

Une intervention est déclenchée par :

- Le programme préventif,
- Un appel en dépannage ou assistance provenant du chargé de marché CEA, du 14 (plateforme d'appel du CEA) ou directement des utilisateurs via la GMAO pour FAR, en heures ouvrées,

Avant toute intervention de maintenance préventive ou corrective, le responsable du Titulaire devra :


- Éditer une Autorisation d'intervention (AI) via la GMAO,
- Éditer l'analyse de risques correspondante qui sera complétée par le Chef d'Installation (CI) si besoin et indiquer au CI les risques apportés par les travaux,
- Se présenter à la Permanence d'Installation (répertoire de sécurité CEA + affichage dans les bâtiments),
- Faire établir, le cas échéant, un Permis de feu par le CI (2 jours minimum avant l'intervention),
- Faire compléter l'analyse de risques par le CI ou son représentant,
- Faire signer l'AI par le CI concerné ou son représentant,
- S'informer des anomalies éventuelles auprès des utilisateurs.

Le Titulaire doit impérativement avoir respecté toutes les étapes listées ci-dessus et ne débiter son intervention qu'en possession d'une AI correctement complétée et signée.

Après intervention, l'AI est utilisée comme compte rendu d'exécution, (il peut être complété par un rapport plus détaillé ultérieurement selon l'intervention et/ou à la demande du CEA).

L'AI doit être présentée complétée au CI ou à son représentant pour visa et information de l'achèvement de l'intervention.

Après intervention, le Titulaire se présentera à nouveau au demandeur ou à la Permanence d'Installation pour signifier la fin de son intervention (retour d'information pour le demandeur de l'intervention qui n'est généralement pas le Chef d'installation).

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 18/34

L'exemplaire unique de l'AI originale et de l'analyse de risques est détenu par le Titulaire tout au long du déroulement de l'opération, les autres intervenants dans le processus (demandeur, Chef d'installation ...) en feront une copie s'ils le souhaitent.

Les informations portées sur l'AI (préventif, correctif, travaux...) seront consignées par le Titulaire dans la GMAO.

Le Titulaire assurera l'archivage des AI papier pendant toute la durée du marché.

Cas de la maintenance corrective

Pour la maintenance corrective, le titulaire disposera, sauf indication contraire portée sur l'autorisation d'intervention:

- D'un délai de 4 heures après l'émission de chaque AI ou de l'appel téléphonique, pour la prise de contact avec le demandeur ;
 - D'un délai de 2 jours après l'émission de chaque AI ou de l'appel téléphonique, pour l'expertise.
- Ce délai sera raccourci à 4 heures lorsqu'il s'agira d'une mise en sécurité immédiate.

Cas des travaux d'amélioration

Le chargé de contrat CEA saisit le titulaire du marché pour une demande de travaux d'amélioration pour l'établissement de Saclay. Pour l'établissement de Fontenay-aux-Roses, l'installation après échange avec le chargé de contrat CEA et/ou le Responsable du SLEM/GEM initie une demande de travaux d'amélioration dans l'outil GMAO et INFLUX qui est transmise au titulaire via le réseau informatique.

Le titulaire dispose alors d'un délai de 10 jours ouvrés pour l'expertise du besoin et la fourniture d'un devis au chargé de contrat ou la diffusion d'un devis dans la GMAO FAR contenant :

- Le taux horaire d'intervention
- Les fournitures référencées au bordereau de prix en annexe du marché 1 (le cas échéant)
- Les fournitures non référencées (le cas échéant)
- Le planning d'intervention

8.6. Vérification des maintenances

Le Titulaire devra se prêter à toute vérification sur place des maintenances effectuées par le chargé de contrat CEA ou les représentants des installations (chef d'installation ou suppléant, ingénieur sécurité ou correspondant travaux).


8.7. Livrables

Le Titulaire remet au chargé de contrat CEA mensuellement lors de la facturation une copie des AI clôturés et renseignera de façon quotidienne la fin des interventions dans la GMAO.

Les mises à jour du diagnostic de chaque terrasse devront être effectuées à l'issue de chaque maintenance préventive et lors de chaque opération de réfection de l'étanchéité.

Pour chaque toiture terrasse du périmètre de la prestation, le Titulaire devra gérer un dossier technique, qu'il maintiendra à jour.

L'ensemble des documents (supports papier et informatique) sera tenu à la disposition du CEA dont ils resteront la propriété.

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 19/34

9. Exigences Qualité Sécurité Environnement

Le Centre CEA Paris-Saclay est certifié ISO 9001 (version 2015), ISO 14001 (version 2015), ISO 50001, et présente une implication forte dans l'application des règles de sécurité.

Le Titulaire doit posséder une organisation conforme aux prescriptions des normes ISO 9001 et 14001 (versions 2015).

9.1. Exigences Qualité

La satisfaction des clients est un des objectifs Qualité du CEA Paris-Saclay certifié ISO 9001, et donc une exigence à respecter pour les prestataires qui interviennent sur le site. A ce titre le Titulaire précisera dans son offre les certificats de qualification, agréments et labels obtenus par son entreprise ou tout autre élément permettant de démontrer son expérience et son aptitude à exécuter les travaux demandés et à répondre aux exigences du CEA Paris-Saclay.

Cette demande s'applique également à ses sous-traitants.

9.1.1. Plan Qualité Sécurité Environnement


Le Titulaire doit établir un Plan Qualité/Sécurité/Environnement (PQSE) particulier décrivant :

- La manière dont il s'organise pour prendre en compte point par point l'ensemble des spécifications du présent cahier des charges, qu'elles soient techniques, administratives ou relatives à l'hygiène ou à la sécurité et à l'environnement. Notamment, le Titulaire doit déclarer au CEA les niveaux de qualification et l'expérience professionnelle des personnels qu'elle affecte pour l'exécution du marché.
- Les modalités d'application des exigences qualité de la norme NF EN ISO 9001 adaptées à la prestation demandée dans le présent cahier des charges.
- Le système de traitement des écarts et des réclamations du CEA.
- La manière dont il décline au sein de ses activités la Politique Environnementale du CEA Paris-Saclay, élaborée dans le cadre de la certification ISO 14001 du Centre CEA Paris-Saclay.
- L'organisation et les moyens déployés en terme de sécurité (formations, moyens de protection, ...).

Le Plan Qualité Sécurité Environnement appelle **une analyse environnementale de l'activité, réalisée par Le Titulaire et ses sous-traitants, et qui mentionne les aspects et les impacts environnementaux associés à la prestation. La gestion des déchets constitue un point fondamental de cette analyse.**

Ce Plan QSE particulier doit être soumis au CEA pour validation dans les deux mois qui suivent le début du marché. En cas de remarque formulée par le CEA, le Titulaire prend en compte les observations du CEA. Si le CEA n'a pas donné de réponse sous un mois, le Plan QSE est considéré comme validé et applicable.

En cas de remarque formulée par le CEA, le Titulaire dispose d'un délai de deux semaines pour réviser le plan. La version définitive, après validation CEA, sera transmise selon un nombre d'exemplaires spécifié en temps utile, à la charge du Titulaire.

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 20/34

9.1.2.Fiche de réclamations Fournisseur

En cas de non-respect d'une exigence contractuelle qu'elle soit détectée lors d'un contrôle, d'un audit, via une réclamation client ou sur simple constat, le Chargé de contrat CEA établit une Fiche de Réclamation Fournisseur (FRF) qu'il transmet au Titulaire. Le Titulaire dispose d'un délai maximum de quinze jours pour répondre à la réclamation avec une analyse des causes et une proposition d'actions préventives ou correctives afin d'éviter la récurrence du constat.

9.1.3.Évaluation – Audits

Une évaluation annuelle des prestations, est réalisée par le chargé d'affaires CEA. Les résultats de l'évaluation sont consignés sur un formulaire CEA et signé par le CEA et le Titulaire (fiche d'évaluation de prestation F1-DIR-PR13). Cette évaluation permettra d'argumenter la nécessité de réaliser les audits.

Le CEA se réserve le droit de procéder ou faire procéder à tout audit qu'il juge nécessaire. L'audit est réalisé, en présence du cadre chargé d'affaire responsable du marché et du responsable qualité-environnement du Titulaire (ou de son représentant) suivant un calendrier établi par le CEA. Ces audits permettent d'apprécier le respect des exigences définies dans le présent cahier des charges, au niveau technique et administratif, ainsi que les exigences relatives à la qualité, à la sécurité et à l'environnement. Le rapport est communiqué au Titulaire, qui doit proposer un programme d'action au chargé d'affaires CEA, sous un délai de 1 mois, pour lever les éventuels écarts détectés lors de l'audit et l'informer de la correction des écarts.

9.2. Exigences Radioprotection

Les exigences de radioprotection et les contraintes d'exécution pour prévenir les risques radiologiques s'appliquent sans préjudice des dispositions prévues au chapitres 6 des conditions générales d'achats du CEA (CGA)

Le titulaire satisfera aux exigences Radioprotection détaillées en annexe 3, et en apportera la démonstration dans son offre.


9.3. Exigences Sécurité

La sécurité est un objectif majeur au CEA, et une préoccupation particulière est accordée pour les activités confiées aux entreprises prestataires. Les exigences à respecter sont :

- les lois et règlements en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité,
- les règles générales de sécurité du CEA Paris-Saclay, disponibles sur simple demande (ces documents seront communiqués au plus tard lors du plan de prévention).

Le Titulaire du marché s'engage :

- à faire appliquer les consignes de sécurité et d'hygiène à son personnel et ses éventuels sous-traitants émanant des règles ci-dessus,
- à intervenir avec du personnel dont la qualification et la compétence professionnelle sont en accord avec les exigences techniques et professionnelle liés à l'exécution du marché,
- à interdire à son personnel le travail sous tension ou au voisinage de pièces nues sous tension,
- à intervenir avec du matériel et de l'outillage conformes aux normes en vigueur,
- à respecter l'interdiction d'utiliser les échelles ou escabeaux comme poste de travail,
- à respecter l'interdiction de laisser travailler un intervenant en situation de travailleur isolé,

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 21/34

- à prévenir immédiatement le CEA en cas d'accident et presque d'accident à haut potentiel de gravité du personnel et à respecter les procédures.

Pour respecter ces objectifs, le Titulaire désigne, parmi son personnel, un responsable sécurité « doté de l'autorité, des moyens et compétences nécessaires », pour assurer le suivi et le respect des exigences imposées par la réglementation en matière d'hygiène et de sécurité, ou les consignes propres aux installations où ont lieu les interventions. A ce titre, il est le correspondant du CEA pour toutes les exigences de coordination générale des mesures de sécurité qui s'imposent dans le cadre du code du travail et répond aux demandes du CEA en matière de sécurité et notamment à toutes les exigences citées dans le présent cahier des charges. Le responsable sécurité doit obligatoirement être présent lors du plan de prévention.

Afin de satisfaire au code du travail ainsi qu'aux « instructions générales de sécurité applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le centre CEA Paris-Saclay », **le Titulaire est tenu de respecter les conditions d'intervention proscrivant la situation de travail dangereux et isolé.** A cette fin, toutes les interventions répondant à une telle situation doivent être menées par une équipe de **deux personnes au minimum**. Le CEA se réserve le droit d'interdire les opérations si les conditions de l'intervention ne lui paraissent pas satisfaire aux exigences de sécurité.

9.3.1. Inspection commune préalable et plan de prévention

Préalablement à toute prestation, une Inspection Commune Préalable (ICP) est déclenchée par le CEA. Elle a pour objectif de visiter les locaux utilisés par le titulaire et de procéder à une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence des activités. Suite à cette Inspection Commune Préalable, le plan de prévention est rédigé.

Au minimum, sont présents pour le CEA : le Chef d'Installation concerné, le Chargé de contrat CEA, le Responsable du présent Cahier des Charges et le correspondant sécurité contrat.


Sont obligatoirement présents pour le Prestataire : le correspondant du prestataire mandaté, le correspondant sécurité et ses sous-traitants éventuels. D'éventuels experts peuvent être sollicités par le Chargé de contrat CEA (Sécurité, etc.).

La présence du prestataire et de ses sous-traitants est impérative.

Le plan de prévention est obligatoirement rédigé une fois par an avant la date anniversaire du précédent plan de prévention. Pour toutes modifications (changement de sous-traitants, travaux complémentaires...), un avenant au plan de prévention devra être réalisé.

Lors de l'établissement ou du renouvellement des plans de prévention, les entreprises extérieures (titulaire et sous-traitants) sont tenues de fournir les documents et informations suivantes :

- Formulaire entreprise** (modèle fourni par le CEA) **ou le cas échéant le ou les modes opératoires** avec les analyses des risques associés aux interventions prévues, conformément aux exigences de sécurité et de réglementation en vigueur.
- Liste du personnel** tenue régulièrement à jour pendant toute la durée de l'intervention.
- Titres d'habilitation** du personnel susceptible d'intervenir dans le cadre du marché, garantissant que chaque intervenant dispose des qualifications requises pour réaliser les travaux en toute sécurité.
- Liste des produits chimiques utilisés** lors des interventions, accompagnée des fiches de données de sécurité (FDS) correspondantes, afin de garantir une gestion adéquate des risques liés aux substances dangereuses.

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 22/34

5. **Délégation de signature**, le cas échéant, permettant d'identifier les personnes autorisées à valider les documents et les actions liées à la gestion de la sécurité sur le site.
6. **Les coordonnées de la médecine du travail.**
7. **Les coordonnées du responsable sécurité** de l'entreprise.

Pour les entreprises impliquées dans des interventions présentant des risques radiologiques, les documents suivants doivent également être fournis :

1. **La lettre de désignation** et le certificat PCR/OCR pour le Conseiller en Radioprotection
2. **Interface radioprotection** (modèle fourni par le CEA), définissant les mesures et procédures mises en place pour garantir la sécurité des interventions impliquant des risques radiologiques. Cette interface est établie avec le SPRE lors de la réalisation du Plan de Prévention.
3. **Évaluation des risques radiologiques (EVRR)**, adaptée en fonction de l'enjeu et des interventions, détaillant les risques spécifiques associés à l'intervention, ainsi que les mesures de prévention et de protection mises en œuvre pour minimiser ces risques.
4. **Formulaire d'obtention d'un dosimètre** (formulaire fourni par le CEA) pour les travailleurs susceptibles d'être exposés aux radiations, garantissant le suivi de l'exposition individuelle.

Concernant les **protocoles de chargement et déchargement**, les entreprises extérieures doivent également fournir les documents suivants :

1. **Titres d'habilitation** du chauffeur/transporteur, garantissant que le personnel affecté à ces opérations dispose des qualifications et compétences nécessaires pour la sécurité des opérations de transport.
2. **Certificat de vérification du matériel**, attestant que les équipements utilisés pour le chargement et le déchargement sont en bon état de fonctionnement et conformes aux normes de sécurité (hayon, VRP...).
3. **Documents spécifiques à l'opération**, le cas échéant, tels que les procédures particulières de sécurité liées au type de marchandises transportées, les mesures spécifiques à prendre en cas de conditions particulières, ou toute autre exigence propre à l'opération de transport.


Ces documents doivent être soumis pour validation avant toute intervention et être mis à jour régulièrement tout au long de l'exécution du marché. La fourniture de ces documents et leurs mises à jour est un préalable à l'exécution des prestations, en cas de manquement le CEA pourra interdire l'intervention de l'entreprise ou procéder à l'arrêt des prestations pouvant entraîner des pénalités.

En complément au plan de prévention générique annuel et avant toute intervention, le Titulaire établit une Autorisation d'Intervention (AI). A cette occasion, les représentants respectifs de l'Installation et du Titulaire effectuent la visite du lieu et de l'installation relatifs à l'intervention, procèdent éventuellement à une nouvelle analyse des risques pouvant résulter de la spécificité de l'intervention ou de l'installation et décident, s'il y a lieu, des consignes à donner aux salariés au travers du formulaire d'analyse des risques de l'AI. L'AI fait systématiquement référence au plan de prévention générique. Le modèle d'AI est joint en annexe 4.

9.3.2. Travail en hauteur

Il est interdit d'utiliser les échelles, les escabeaux et marche pied comme poste de travail. Le Titulaire fournira des matériels adaptés au travail en hauteur qui sera mis en place et utilisé par du personnel formé.

Les toitures-terrasses, pour la grande majorité, sont équipées de dispositifs de sécurisation collective adaptés à chaque toiture contre les chutes de hauteur : garde-corps en périphérie dont la hauteur est située entre 1m et 1,10m et/ou acrotère d'une hauteur d'1 mètre minimum au-dessus du plan de la toiture.

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 23/34

Les accès en toiture se font par échelle à crinoline, la circulation en toiture est constituée de saut de loup, passerelle, échelle de franchissement, grille antichute en sous-face des lanterneaux, ligne de vie, point d'ancrage, ...

Dans le cas de toitures-terrasses partiellement ou non sécurisées, l'accès aux intervenants du titulaire est interdit pour toute opération de maintenance préventive. Pour les opérations de maintenance corrective ou les travaux d'amélioration, le recours à une nacelle, la mise en place de moyens de sécurisation temporaire et/ou l'utilisation d'équipements de protection individuelle seront soumis à la validation du CEA.

9.3.3. Permis feu

Les opérations par point chaud (soudure, découpage, tronçonnage, ...) devront faire l'objet d'une demande de permis de feu établi par l'ingénieur sécurité de l'installation 48h avant l'opération. La ronde de surveillance, 2h après les derniers travaux par points chaud, est de la responsabilité du Titulaire. Les horaires de travail devront donc prendre en compte cette contrainte.

9.3.4. Produits chimiques

Les stockages de produits chimiques doivent être identifiés et organisés de manière à éviter tout déversement accidentel. En particulier le stockage de produits considérés comme dangereux devra être réalisé conformément à la réglementation et exigences du CEA, en mettant en place si besoin des rétentions adaptées.

Le Titulaire devra fournir la liste de l'ensemble des produits chimiques qui seront utilisés sur le site du CEA Paris-Saclay ainsi que leurs quantités.

La nature des produits et les quantités présentes permettront de définir lors du plan de prévention les moyens particuliers à mettre en place (rétentions, moyens d'intervention en cas d'incendie...).

Le détail des produits chimiques qui seront entreposés et utilisés ainsi que les Fiches de Données de Sécurité correspondantes devront être fournies par l'Entreprise au CEA.

9.3.5. Evaluation des risques professionnels


Le Titulaire fournit, dans le mois qui suit le début de la prestation, son évaluation des risques professionnels. Ces évaluations doivent aussi être réalisées pour les locaux mis à disposition par le CEA.

Le Titulaire met à jour son évaluation des risques professionnels chaque année, à la date d'anniversaire du marché ou suite à une modification significative d'un poste de travail.

9.3.6. Formation, qualification, habilitation et autorisation

Tant préalablement à l'exécution du Marché que pendant son exécution :

- L'Entreprise est responsable de la formation et de la qualification de son personnel. Elle doit notamment justifier que celui-ci a suivi une formation appropriée aux risques spécifiques liés à l'exécution du Marché.
- Lorsque la ou les prestations objet du Marché nécessitent une autorisation ou une habilitation particulière, l'Entreprise justifie qu'elle détient l'autorisation requise et que le personnel qu'il affecte à l'exécution du Marché détient l'habilitation nécessaire.

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 24/34

- Il est demandé que la Titulaire ait une qualification de type :
 - QUALIBAT 3213 (Étanchéité en matériaux bitumineux en feuilles (Technicité Supérieure),
 - QUALIBAT 3223 - Étanchéité en matériaux de synthèse en feuilles (Technicité Supérieure),
 - QUALIBAT 3242 - Étanchéité liquide (S.E.L) – (Technicité confirmée),

Le Titulaire pourra proposer une qualification équivalent à QUALIBAT.

- Pour des interventions relevant de la Sous-Section 4, le Titulaire devra faire intervenir du personnel formé selon les modalités de l'arrêté du 23 février 2012 en vigueur soit : - A minima un encadrant technique SS4, un encadrant de chantier SS4 et un ou plusieurs opérateurs, ou - Un personnel en cumul de fonctions SS4 et un ou plusieurs opérateurs. Le soumissionnaire devra, dans son offre, détailler le nombre de personnes compétentes par fonction. Le Titulaire devra fournir lors de la réunion d'enclenchement la liste de son personnel formé SS4 avec les dates de validité des attestations de compétences des formations
- Pour les interventions en zone radiologique règlementée, le Titulaire et ses Sous-Traitants délivrent à leurs travailleurs classés respectifs, une formation à la radioprotection qui est sans préjudice des formations réglementaires à leur charge (articles R. 4451-58 et R. 4451-100 du CT). Cette formation est délivrée par un organisme de formation certifié de type CEFRI-F (option Centre de recherche « CR ») ou une formation dont l'équivalence est acceptée par le CEA.

A ce titre, dès le début du marché, l'Entreprise devra établir la liste de ses salariés intervenant sur le Site dans le cadre du marché, et fournir pour chacun d'eux une fiche faisant apparaître :

- Leur fonction sur le site ;
- Leurs qualifications et formation ;
- Leurs habilitations et leur date de validité ;
- Leur date d'arrivée sur le site ;
- Leur classification et la référence de leur carnet d'accès ;
- La date de validité de leur aptitude médicale et fiche de nuisance.

Cette liste sera maintenue à jour et sera transmise à chaque modification au CEA.

9.3.7. Sous-traitance

Après accord formel préalable du CEA, le titulaire pourra sous-traiter une partie des prestations faisant l'objet du contrat. La sous-traitance ne peut porter en aucun cas sur l'activité principale du marché.


Conformément au chapitre 7 des Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA, un formulaire de demande d'acceptation d'un sous-traitant sera déposé auprès du CEA, à minima deux semaines avant le début de la prestation. La sous-traitance ne déchargera en aucun cas l'Entreprise de ses obligations figurant au présent cahier des charges. En cas de sous-traitance, le sous-traitant sera mentionné au plan de prévention annuel ou à l'avenant, il devra d'ailleurs être présent lors de la Réunion d'Inspection Commune.

En tout état de cause, le titulaire se doit de transmettre les exigences QSE du CEA à ses sous-traitants.

9.3.8. Accident du travail

Le Titulaire a obligation de fournir au Chargé de contrat CEA de façon immédiate, toutes les informations relatives aux accidents du travail ou de trajet survenus à un personnel et à celui de ses sous-traitants.

Le Titulaire est tenu de transmettre au CEA son analyse de l'accident (arbre des causes) ou de participer à l'analyse par le CEA.

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 25/34

Suivant la gravité de l'accident, le CEA peut réaliser ses propres enquêtes et analyses.

9.3.9. Exercices de sécurité

Le personnel du Titulaire est tenu de participer aux exercices de sécurité et de se soumettre aux consignes dictées par le CEA. En cas d'exercice de sécurité déclenché par une unité dans laquelle intervient le personnel du Titulaire, celui-ci est tenu de suivre les consignes qui lui seront transmises.

Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité de quelque nature que ce soit pour perte d'activité liée aux exercices de sécurité.

9.3.10. Risque amiante

Le Titulaire devra consulter le DTA selon les modalités internes au CEA, avant toute intervention dans un bâtiment. Le CEA communiquera les repérages amiante avant travaux. En cas d'impossibilité d'effectuer un repérage amiante avant travaux (ex : matériaux à prélever non accessibles, etc.), le CEA informera le Titulaire et par principe de précaution, le Titulaire interviendra en Sous-Section 4.

Le Titulaire est tenu d'informer son personnel des risques amiante présents sur le site. Il est interdit d'introduire et d'utiliser de l'amiante sous quelque forme que ce soit sur le site du CEA Paris-Saclay.

Le Titulaire devra mettre en œuvre un Mode Opératoire par processus pour une intervention en Sous-Section 4 conformément à l'article R. 4412-145 du code du travail. Des exemples de Modes Opératoires adaptés à leurs métiers devront être fournis dès l'appel d'offres.

La preuve d'envoi du Mode Opératoire aux organismes de prévention (Inspection du Travail et CARSAT/CRAMIF) devra être transmis au CEA.

9.3.11. Risques particuliers

Le CEA Paris-Saclay est un Site de recherche. A ce titre, il héberge des laboratoires et installations susceptibles de présenter des risques spécifiques.


Pour prévenir ces risques, certaines installations (INB, ICPE...) organisent des sessions d'information pour présenter leur activité et les risques associés. Ces sessions, d'une durée de deux heures environ, doivent être suivies par l'ensemble du personnel de l'Entreprise susceptible d'intervenir dans l'installation.

9.4. Exigences environnementales

Outre le respect des lois et règlements en vigueur en matière d'environnement, le Titulaire doit respecter les exigences environnementales du site du CEA Paris-Saclay certifié ISO 14 001 pour l'ensemble de l'activité du présent marché. Dans le cadre de l'application de sa politique environnementale, le CEA demandera au Titulaire d'adopter une attitude responsable vis-à-vis de l'environnement.

Le Titulaire doit formaliser dans le plan QSE sa manière de prendre en compte la préservation de l'environnement en :

- identifiant et évaluant l'impact de son activité sur l'Environnement et des nuisances éventuelles générées découlant du déroulement normal de l'intervention ainsi que des dysfonctionnements et situations d'urgence possibles ;
- estimant qualitativement et quantitativement les déchets qui seront générés ;
- proposant des solutions techniques optimisées vis-à-vis de l'environnement.

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 26/34

Le Titulaire doit :

- respecter les procédures et consignes en matière de tri et de gestion des déchets conventionnels : trier à la source, évacuer les déchets industriels dangereux au fur et à mesure de leur production en zone de transit des déchets, limiter la quantité des emballages entrant en zone contrôlée ;
- remettre en état de propreté les aires de travail en fin de prestation ;
- respecter l'interdiction d'évacuer des effluents liquides dangereux dans les différents réseaux ;
- suivre une sensibilisation sur la démarche environnementale du site, la décliner à ses travailleurs et intervenants.

En cas d'urgence (déversement accidentel...), le Titulaire alertera sans délai la FLS puis le chargé de contrat CEA et/ou le responsable Environnement du site. Ces contacts seront définis lors de l'ICP.

9.5. Gestion des déchets

Le Titulaire doit se conformer aux procédures en vigueur sur le site de Saclay concernant le stockage et l'évacuation des déchets, notamment :

- la procédure « collecte, contrôle et évacuation des déchets conventionnels » référence : CEA/P-SAC/DIR/PR/17 ;
- la consigne référence : GVDC/CO/06 relatives à la gestion des déchets conventionnels et aux pénalités applicables en cas de non-respect des consignes.
- la procédure CEA/P-SAC/DIR/PR/029 relative à la gestion du risque amiante au CEA/PARIS-SACLAY pour les déchets amiantés

Ces documents sont communiqués par le CEA au Titulaire en début de marché.


Pour Saclay

L'évacuation des déchets inertes et conventionnels – métaux, moteurs vidangés, huiles moteurs – est à la charge du Titulaire.

Le Titulaire doit trier les déchets à la source afin de les valoriser au maximum, de les conditionner et de les éliminer conformément aux exigences réglementaires et aux exigences du CEA.

- Un bordereau d'évacuation (BE) doit être utilisé pour toute évacuation du centre CEA. Ce formulaire est établi par le correspondant déchets de l'installation ou du DSST/CAQS. Il sera complété par un Bordereau de Déchet Dangereux (BSDD) ou Bordereau de Suivi de Déchets Amiantés (BSDA) si nécessaire, qui sera à compléter par le Titulaire sous Trackdéchets.
- Un passage au portique radiologique est obligatoire avant et après le chargement des déchets ;
- Le transporteur des déchets et l'exutoire doivent être validés par le correspondant déchet CEA. Pour cela, l'Entreprise transmet les éléments suivants :

Société	Éléments à fournir au correspondant Déchets
Transporteur de déchets inertes	<ul style="list-style-type: none"> - Raison sociale et adresse précise - Numéro de SIRET - Téléphone, fax, mail - Nom d'un responsable, fonction et coordonnées
Transporteur agréé pour les déchets banals et dangereux	<ul style="list-style-type: none"> - Raison sociale et adresse précise - Numéro de SIRET - Téléphone, fax, mail - Nom d'un responsable, fonction et coordonnées

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 27/34

	<ul style="list-style-type: none"> - Copie du récépissé de déclaration, OU autorisation en préfecture au titre de transport par route de déchets ou au titre de négoce/courtage de déchets.
Exutoire	<ul style="list-style-type: none"> - Raison sociale de l'exploitant - Adresse exacte du site de traitement ou de stockage - Numéro de SIRET - Téléphone, fax, mail - Nom d'un responsable, fonction et coordonnées - Copie de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation du site de traitement.

En cas de non-respect de ces exigences par le Titulaire, des pénalités seront appliquées.

Les déchets, notamment ceux de conditionnement du matériel neuf à installer et leur évacuation, sont à la charge du Titulaire.

Pour FAR

Le transporteur des déchets et l'exutoire doivent être validés par le correspondant déchet CEA avant le démarrage des travaux. Pour cela, le titulaire transmet les éléments suivants :

Société	Eléments à fournir au correspondant Déchets
Transporteur agréé pour les déchets	<ul style="list-style-type: none"> • Raison sociale et adresse précise • Numéro de SIRET • Téléphone, mail • Nom d'un responsable, fonction et coordonnées • Copie du récépissé de déclaration, ou autorisation en préfecture au titre de transport par route de déchets ou au titre de négoce/courtage de déchets
Exutoire	<ul style="list-style-type: none"> • Raison sociale de l'exploitant • Adresse exacte du site de traitement ou de stockage • Numéro de SIRET • Téléphone, mail • Nom d'un responsable, fonction et coordonnées • Copie de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation du site de traitement


Le titulaire fournira le CAP (Certificat d'Acceptation Préalable) émis par l'installation d'élimination finale pour le CEA.

Le titulaire complétera tout BSD (Bordereau de Suivi des Déchets) nécessaire sous Trackdéchets et le transmettra au CEA pour validation avant évacuation vers le centre d'élimination agréé.

Les procédures internes de gestion des déchets sont applicables quel que soit le déchet :

- Une DE (Demande d'Evacuation) sera rédigée par le CEA avant toute évacuation des déchets ; un exemplaire sera remis au titulaire pour la sortie du centre
- Un passage sur le portique CLAUDIE du CEA FAR est aussi obligatoire pour tout déchet quittant le centre, donnant lieu à l'édition d'un ticket autorisant la sortie si aucun résidu radiologique dangereux n'est détecté. Sinon, un examen complémentaire sera effectué

En cas de non-respect de ces exigences par le titulaire, des pénalités seront appliquées.

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 28/34

Pour rappel, la réglementation déchets impose de faire figurer sur les devis de travaux les mentions suivantes :

- l'estimation de la quantité totale de déchets générée par l'entreprise sur la durée du chantier;
- les modalités de gestion et de collecte des déchets sur le chantier (effort de tri effectué, nature) ;
- des déchets pour lesquels une collecte spécifique est prévue) ;
- le(s) point(s) de collecte vers lesquels les déchets seront acheminés par les constructeurs
- ou les sous-traitants (identification par leur raison sociale, leur adresse et le type d'installation) ;
- l'estimation des coûts associés à la gestion et à l'enlèvement de ces déchets.

9.6. Performances énergétiques

Le site de Saclay est certifié ISO 50 001 depuis juin 2016. A ce titre, l'entreprise veillera à prendre en compte, en plus des exigences réglementaires, les performances énergétiques des isolants retenues en interne pour les travaux des zones sur lesquelles elle assure la maintenance.

Lors de ses interventions, le titulaire prendra soin de conserver l'intégrité de la performance énergétique en place ; à la fois sur le choix des matériaux (isolants, finitions claires ou réfléchissantes) et également par le traitement des points singuliers en vue de réduire les ponts thermiques ou pertes énergétiques (passages d'air).

Le titulaire sera force de proposition concernant toute action de réduction de consommation d'énergie qu'il observerait sur les bâtiments : traitement de points singuliers, passages d'air, malfaçons...

Les matériaux d'isolation utilisés seront certifiés ACERMI.

10. Organisation entre l'Entreprise et le CEA


La note d'organisation de l'Entreprise reprendra les dispositions d'organisation finalisées lors du premier mois suivant le début du contrat. Elle sera intégrée au PQSE.

10.1. Point hebdomadaire

Chaque semaine, un point technique sera fait entre le chargé de contrat CEA et le Responsable sur site de l'entreprise titulaire.

Le titulaire présente un état d'avancement du préventif et du correctif et fait part des problèmes rencontrés dans l'exécution de ses prestations. Un plan d'action est établi si nécessaire.

Le titulaire détaillera l'état d'avancement de résolution des réclamations émanant des usagers du CEA.

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 29/34

10.2. Réunion trimestrielle

Une réunion de coordination aura lieu trimestriellement, entre le titulaire et le CEA à laquelle assisteront au moins :

Pour le titulaire :

- Le Chargé d'affaires de l'Entreprise titulaire, responsable du marché ;
- Le Responsable de site en charge de l'exécution des travaux sur le CEA Paris-Saclay ou son Adjoint.

Pour le CEA :

- Le Chef du Groupe thermique Fluides et/ou le Pilote d'Activités Fluides ;
- Le Chargé de contrat ;
- Le correspondant technique de FAR.
- Le correspondant qualité du contrat si des FRF ont été ouvertes ou si des points particuliers sont à évoquer sur les aspects QSE.

Le titulaire transmettra, 3 jours ouvrés avant chacune des réunions, un rapport sous format informatique mentionnant :

- Un état du personnel présent sur le site et leur habilitation ;
- Les maintenances préventives et correctives réalisées ;
- Les faits marquants du mois écoulé et les prévisions ;
- Les dysfonctionnements apparus en maintenance corrective et leur analyse avec les propositions d'améliorations ;
- Le bilan des réclamations et écarts (dont les FRF (voir § 10.4)), l'analyse des causes et leur traitement, en précisant la date de la réclamation, description succincte et la date de résolution ;
- Le point financier.

Le titulaire le présentera en séance.

Tout retard dans la fourniture du rapport sera considéré comme une défaillance de l'Entreprise et traité comme tel au titre du contrat.

A l'issue de cette réunion, un relevé de décisions, rédigé par le Titulaire est transmis pour approbation au CEA sous 1 semaine. Il est intégré au rapport d'exploitation corrigé des remarques formulées en réunion.

Un exemplaire signé du document approuvé est diffusé et archivé.


La fréquence des réunions pourra être mensuelle en cas de difficultés dans l'exécution des prestations.

10.3. Revue de contrat annuelle

A la date anniversaire du contrat, une revue de contrat est organisée, à laquelle assisteront :

Pour le titulaire, à minima :

- Le Chargé d'affaires de l'Entreprise titulaire ;
- Le Responsable hiérarchique ;
- Le Responsable site ;
- Eventuellement, le Responsable QSE.

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 30/34

Pour le CEA :

- Eventuellement, le chef de DSST ou son représentant ;
- Le chef du SLEM ou son représentant ;
- Le chef du Groupe Thermique Fluides,
- Le chef du Groupe Exploitation et Maintenance de FAR,
- Le Chargé de contrat
- Le Chef de la Cellule Assistance Qualité Sécurité ou son représentant ;
- L'acheteur du service commercial.

Le titulaire transmet (version informatique) au CEA au moins 10 jours avant la revue de contrat un rapport d'activité (bilan sur l'année contractuelle). Ce rapport comprend notamment :

- Une synthèse de la revue de la réunion annuelle précédente ;
- Un bilan d'activité de l'année courante (statistiques, bilan, indicateurs...) ;
- Une analyse des écarts constatés ou des difficultés rencontrées dont les réclamations clients ;
- Des propositions d'améliorations de la prestation justifiées à partir des constats faits ;
- Un suivi de la réalisation des actions d'amélioration décidées précédemment ;
- Toute information que l'Entreprise jugera utile.

Au cours de la réunion annuelle, le chargé d'affaires titulaire, fait une présentation par projection présentant son rapport d'activité. Le compte rendu de cette réunion est établi par le Titulaire, soumis à la validation du CEA dans un délai d'une semaine après la date de réunion, et diffusé par le titulaire après la validation par le chargé de contrat CEA.

10.4. Traitement des Réclamations

Le titulaire doit mettre en œuvre un système de traitement des réclamations Client (non-conformité, défaut, incident, ...) dès le début de la prestation. Il doit informer le chargé de contrat CEA de tout écart constaté dans le cadre de la réalisation de la prestation ; les actions mises en place par le prestataire suite à la détection de l'écart doivent être soumises à l'acceptation du CEA.

Ces modalités de traitement des réclamations sont décrites dans le PQSE particulier (§9.1.1).

10.5. Indicateurs de suivi de la prestation

Indicateurs trimestriels :

- Respect des délais d'intervention de dépannage : objectif > 90%


[Nombre de AI de dépannage pris en charge dans les délais] / [nombre de AI de dépannage]

Indicateur annuel :

- Respect du planning de maintenance préventive : objectif 100%

- [Nombre de visites annuelles réalisées dans le délai / nombre de visites annuelles planifiées]

La non atteinte de ces résultats sera considéré comme une défaillance et se traduira par l'application de pénalités prévues au marché.


	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
		Page 31/34

CEA/P-SAC/DSST


11. Récapitulatif des exigences documentaires - Livrables

T0 = date de signature du marché

Nature du document	Paragraphe du CC mentionnant le document	Délai de remise du document	Fréquence de mise à jour
FORFAIT			
Liste des agents <i>détaillant les fonctions, les compétences, les habilitations, les validités des badges,...</i>	§ 9.3.1	T0+2 semaines	Trimestrielle
Formulaire entreprise ou le cas échéant les modes opératoires avec l'analyse des risques associés aux interventions prévues	§ 9.3.1	T0+2 semaines	En cas d'évolution
Dossier de demande d'agrément de sous-traitance	§ 9.3.7	T0+2 semaines	Si besoin
Evaluation des risques professionnels (EvRP)	§ 9.3.5	T0 + 3 mois	Annuelle
Plan Qualité Sécurité Environnement Particulier	§ 9.1.1	T0 + 2 mois	En cas d'évolution
Programme d'actions suite à un audit	§ 9.1.3	sous 1 mois après réception du rapport de l'audit	-
Bordereau d'évacuation signé par l'exutoire	§ 9.5	sous 10 jours après l'évacuation des déchets	-
BSD complété par l'exutoire	§ 9.5	sous 1 mois après l'évacuation des déchets	-
FDS des produits chimiques utilisés	§ 9.3.4	T0+2 semaines	En cas d'évolution
Etat du stock de produits chimiques	§ 9.3.4	T0+2 semaines	Annuelle
Rapport d'activités	§ 10.3	10 jours ouvrés avant chaque réunion annuelle	Annuelle

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 32/34

Relevé de décisions + rapport d'activités définitif	§ 10.3	8 jours ouvrés après chaque réunion annuelle	Annuelle
Compte rendu de réunion de suivi trimestrielle (ou mensuelle si besoin)	§ 10.2	8 jours après la réunion	Trimestrielle (ou mensuelle si besoin)
Réponse à une FRF	§ 10.4	sous 2 semaines après réception de la fiche	-
Rapport de réception d'une nouvelle terrasse	§ 6.1.3	sous 2 semaines à compter de la visite des installations	-
Copie des AI clôturées	§ 8.5	dans le mois suivant la clôture	Mensuelle
Planning d'entretien préventif visite annuelle	§ 6.3.1	20 jours avant le début des entretiens	Annuelle
BORDEREAU DE PRIX			
Gammes et tâches de maintenance préventive	§ 6.3.2	T0 + 3 mois	En cas d'évolution
Diagnostic terrasse	§ 6.4	Première quinzaine de avril	Annuelle
Tableau de synthèse des diagnostics	§ 6.4	Première quinzaine de avril	Annuelle
Mise à jour du diagnostic terrasse	§ 7.2	8 jours après réception	En cas d'évolution
DEVIS PREALABLE : Travaux d'amélioration			
Devis	§ 7.2	10 jours après demande	A chaque demande spécifique
DOE	§ 7.2	8 jours après la réception	A chaque demande spécifique

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 33/34

12. Liste des documents applicables

Le titulaire devra se conformer lors de ses interventions :


Documents Applicables :

- à l'ensemble des prescriptions légales et réglementaires (non joint),
- au code du travail,
- au code de l'environnement,
- au code de l'urbanisme, code de la santé publique, règlement sanitaire départemental (non joint),
- Instructions générales de sécurité applicables aux entreprises extérieures CQSE-PR02B du 12/06 + annexes,
- à l'arrêté du 7 Février 2012 actualisé fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base,
- à la procédure réf. CEA/P-SAC/DIR/PR 17 relative à la collecte, le contrôle et l'évacuation des déchets conventionnels,
- à la consigne CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 relatives à la gestion des déchets conventionnels et aux pénalités applicables en cas de non-respect,
- CEA/P-SAC/DIR/PR/22 : Procédure de gestion des effluents liquides du CEA PARIS-SACLAY établissement de Saclay
- Les Règlements de Sécurité Incendie de l'établissement CEA Saclay.
- CEA/P-SAC/DIR/PR/26: Maîtrise des risques incendie et explosion – Travaux par points chaud
- CEA/P-SAC/DIR/PR/29 : Gestion du risque amiante au CEA/PARIS-SACLAY
- CEA/DSSN/PRP/22 Fiche d'Aide aux Installation n°6 – Modalités d'intervention en SS4 des entreprises extérieures

Tous les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'Art et devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels existants le jour de l'intervention :

- DTU et leurs additifs publiés par le CSTB,
- Normes françaises éditées par l'AFNOR,
- Avis techniques du C.S.T.B,
- Cahier des Charges de la Chambre syndicale et règles professionnelles,
- Charges conformes aux normes NF EN 1991-1-1 sauf spécifications contraires dans le devis descriptif,
- Règles définissant les effets de la neige et du vent sur les constructions: NV 65/67 et N84,
- Réglementation thermique 2012 et 2005 et la réglementation environnementale RE2020
- Cahier du CSTB n°2358 et 2433 - Classement F.I.T des étanchéités de toitures,
- NF EN 795 – Protection contre les chutes de hauteur – Dispositifs d'ancrage,
- Cahier de spécifications CC2 concernant les couvertures isolantes en acier, revêtues d'étanchéité, classées dans la catégorie matériaux durs par l'APSAD,
- Règles professionnelles pour la réfection complète des revêtements d'étanchéité de toitures terrasses et inclinées (éditées par la CSNE) et leur additif concernant les étanchéités sur bac acier,

La liste de ces règles n'est pas limitative.

	Entretien et maintenance de l'étanchéité des toitures terrasses du CEA Paris- Saclay et ses annexes	DSST/SLEM/GTF/CC/25 098
		Indice A juin 2025
CEA/P-SAC/DSST		Page 34/34

En tout état de cause, seront retenues, d'une manière absolue, les exigences et prescriptions maximales figurant dans l'un ou l'autre de ces documents.

13. ANNEXES

Annexe 1 - Liste des bâtiments concernés par la maintenance préventive annuelle et la deuxième visite

Annexe 2 - Exemple fiche de diagnostic étanchéité toitures terrasses

Annexe 3 - Exigences Radioprotection

Annexe 4 - Modèle d'Autorisation d'Intervention